Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
2 mars 2005
N°277 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

« LA FABRIQUE DU CONSENTEMENT »

Liberté d'information contre liberté d'expression

Perçue idéalement comme un contre-pouvoir, la presse est accusée de ne pas faire son travail critique et de construire du consentement autour des pouvoirs. La critique traditionnelle des médias y voit la conséquence de la mainmise de quelques grands groupes économiques. Mais on peut penser que le point de blocage est plus profond : il réside dans la notion même d'« information ». Utilisé couramment, ce terme porte en effet un point de vue philosophique et une manière d'être au monde. L'idéologie de l'information est devenu l'outil du consentement et de l'asservissement des populations.

page 2

Contrôle des médias : détruire une alternative arabe

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Ramzy Baoud explique dans *Gulf News* que le crime que les Occidentaux ne pardonnent pas à Tayseer Alouni, le journaliste vedette d'Al-Jazeera incarcéré en Espagne, n'est pas tant d'avoir critiqué les guerres états-uniennes que d'avoir incarné un journalisme crédible du tiers-monde.

page 7

REPÈRE : 1ER MARS 1954

Encore un attentat qui tombe à pic...

L'Armée de libération nationale de Puerto Rico est un petit groupe nationaliste opposé à la colonisation états-unienne du pays. En 1950, deux de ses militants parviennent à s'approcher du président Harry Truman et tentent de l'assassiner. Pour prévenir de nouveaux attentats, le FBI place une centaine d'anciens parachutistes hispanisants dans la communauté puerto-ricaine afin d'infiltrer l'ALP. Deux y parviennent et préviennent le FBI qu'une opération majeure est en cours. Edgar Hoover, le chef du FBI qui cherche à redorer l'image de son service après l'hystérie McCarthyste, donne ordre de laisser faire et de se préparer « *à utiliser cet attentat pour obtenir ce que nous voulons du Congrès* ». Le 1er mars 1954, Lolita Lebron, Rafael Cancel Miranda, Irving Flores et Figueroa Cordero ouvrent le feu depuis la tribune publique du Congrès, blessant 5 députés. Arrêtés et condamnés à la prison à vie, ils seront graciés en 1979. La presse unanime appelle à une plus grande surveillance des « *terroristes rouges* ». ■

HAÏTI : LA POLICE TIRE SUR DES MANIFESTANTS PRO-ARISTIDE

Alors que des milliers de manifestants défilaient dans les rues du quartier Bel-Air à Port-au-Prince en réclamant le retour du président élu Jean-Bertrand Aristide, à l'occasion du premier anniversaire de son enlèvement, la police du gouvernement provisoire de Gérard Latortue a ouvert le feu, faisant des victimes dont le nombre n'est pas encore établi. Ces scènes se sont déroulées sous le regard impuissant des soldats de l'ONU dont le mandat ne prévoit pas qu'ils s'interposent entre les forces de l'ordre et les manifestants. Trois Casques bleus auraient été blessés pendant le week-end.

Force est de constater que l'exil de M. Aristide n'a pas mis fin aux violences, bien au contraire. Plus de 10 000 personnes auraient été assassinées dans l'île depuis le début de l'intervention étrangère. *Voltaire* fut le premier à dénoncer, en mars 2004, la participation de la France à l'intervention états-unienne, contre l'avis même de l'ambassadeur français dans ce pays. Nous avons également été les premiers à publier l'interview récente du président constitutionnel d'Haïti par le journaliste et philosophe Claude Ribbe. ■

« La fabrique du consentement »

Liberté d'information contre liberté d'expression

Perçue idéalement comme un contre-pouvoir, la presse est accusée de ne pas faire son travail critique et de construire du consentement autour des pouvoirs. La critique traditionnelle des médias y voit la conséquence de la mainmise de quelques grands groupes économiques. Mais on peut penser que le point de blocage est plus profond : il réside dans la notion même d'« information ». Utilisé couramment, ce terme porte en effet un point de vue philosophique et une manière d'être au monde. L'idéologie de l'information est devenu l'outil du consentement et de l'asservissement des populations.

Dessin de Nikahang Kowsar, journaliste et dessinateur iranien.

Contrairement aux apparences, la *liberté d'information* est une notion opposée à la *liberté d'expression*. La première consiste en la diffusion d'une chose connue et sûre. La seconde est la présentation publique d'une vision personnelle. La liberté d'information présuppose une vérité objective, la liberté

d'expression implique que cette vérité porte sur la relation que nous entretenons avec une chose et non sur la chose elle-même.

Le système de l'objectivité/subjectivité

Ce que nous appelons « information » se présente comme un terme technique : il s'agit d'une *donnée* sur une chose. Cette donnée présente à nos yeux un caractère scientifique : elle doit être exacte. Une information est vraie ou fausse. Lorsque se présentent deux informations contradictoires, l'une doit faire place à l'autre : « Il n'est pas possible de dire tout et son contraire. » Les informations que nous avons sur une chose peuvent cependant être incomplètes, mais une information en elle-même ne peut pas être incomplète. C'est une donnée connue et certaine qui peut être complétée par d'autres données.

Pour décrire une chose, un événement, un fait, nous devons fournir à son propos des informations objectives. Nous pouvons certes difficilement échapper à nos subjectivités, mais il faut malgré tout tendre avec le maximum de force et d'honnêteté à l'objectivité : en croisant les différents points de vue subjectifs et en faisant abstraction autant que faire se peut de nos propres opinions. L'objectivité est donc un idéal, certes inaccessible, mais vers lequel nous devons tendre avec ténacité.

L'objectivité est ainsi la notion fondamentale qui accompagne l'information. Si nous pouvons donner des informations objectives sur un fait, c'est que ce fait est objectif. Un fait objectif n'a pas besoin de nous pour exister. Il existe hors de toute relation que nous pouvons avoir avec lui. Ce fait nous est *donné* à voir.

La logique apparente de tout cela ne doit pas escamoter le débat philosophique sur l'objectivité. Ce débat est bien souvent ramené à la question de la subjectivité. On convient qu'il n'est pas possible de connaître un fait de manière objective et que nous devons admettre et signifier la subjectivité avec laquelle nous l'appréhendons. Mais la subjectivité apparaît alors comme la critique que l'objectivité accepte de se donner à elle-même. Elle se situe dans le même système de pensée. L'objectivité affirme que les choses sont en elles-mêmes. La critique subjective y convient. Elle se contente de présenter une méthode d'observation : tout dépend du point de vue depuis lequel on se trouve ; il faut donc dire d'où nous parlons ; il faut aussi, pour approcher la vérité objective, croiser des angles de vue différents. L'idéal d'une vérité objective perdure. Dans sa forme la plus fort, la critique subjective fait apparaître l'impossibilité de connaître cette vérité. Dans sa forme la plus faible, elle se limite à donner un avis, une opinion à son sujet, sans la mettre en doute : « voilà ce que je pense de ce que tout le monde sait. » Le débat philosophique sur l'information ne se limite donc pas en l'affirmation des subjectivités.

La relation et la question de notre place dans le monde

Cette discussion d'apparent bon sens entre objectivité et subjectivité fait l'impasse sur un élément fondamental : la relation. Certes une chose peut ne pas avoir besoin de moi pour exister, mais si j'en parle, c'est que j'ai une relation avec elle. Elle se trouve au minimum, à un moment donné, dans mon champ de

perception. C'est précisément parce qu'elle a une relation avec moi que j'en parle. Sinon, je n'en aurait pas même connaissance. J'estime par ailleurs utile d'en parler parce que je pense que cette chose que j'ai dans mon champ de perception a une incidence sur ma vie (directe ou indirecte, physique ou intellectuelle, etc.). La relation que j'entretiens avec la chose dont je parle est maintenant le point fondamental. Ce que je vais dire d'elle parlera de nous : de la relation d'elle à moi.

Le débat sur l'objectivité des choses et celui sur le point de vue objectif ou subjectif n'ont plus aucune valeur si l'on se place dans le champ de la relation. Au contraire, la question de la relation apporte un éclairage nouveau sur l'usage des notions d'information et d'objectivité. Lorsque je pense en terme de relation, je m'interroge sur l'influence qu'une chose a sur moi et inversement sur celle que je peux avoir à son égard. Lorsque je me situe dans le système de l'information et de l'objectivité, je prends connaissance d'une chose et cette connaissance n'a a priori aucune incidence sur moi, de même que ne se pose pas ma capacité d'action. La pensée de la relation implique donc l'interaction entre moi et le monde : elle sonde l'influence, la détermination du monde à mon égard et interroge ma capacité d'action.

Penser en terme de relation fait apparaître la problématique de notre place dans le monde. On perçoit alors que le mot « information » n'est pas un terme technique, mais une notion philosophique qui porte en elle une conception du monde. La tournure de pensée objective implique un objet d'étude. L'objectivité suppose l'objectivation du monde. Nous ne vivons plus alors en relation avec le monde ; nous vivons parmi les choses. Notre activité ne se pense pas en terme de relations, mais de gestion de choses au sujet desquelles nous disposons d'un savoir. Ainsi, l'insensible glissement qui s'est opéré de la liberté d'expression à la liberté d'information est parallèle à la dépréciation de la capacité d'action du citoyen et à l'apparition de la figure du gestionnaire. Nous avons vu le monde comme un ensemble d'objets ; notre vie dans le monde consiste maintenant à gérer ces objets. Et si nous percevons tout comme objet, nous acceptons aussi d'être réifiés. Le triste désenchantement du monde surgit alors comme le produit de l'idéologie de l'objectivité. Journalistes, sociologues et autres experts objectifs travaillent en ce sens.

La dépossession du monde

Pour la logique de l'information, l'acquisition des savoirs est une fin en soi. Elle est l'objet de toute l'attention des universités et le but de toute personne cultivée. Ainsi, la formation d'un journaliste correspond à l'apprentissage de quelques techniques du métier et à l'absorption d'une « culture générale ». La figure du sage, qui n'existe pas dans la société de l'information, est remplacée par celle de l'homme cultivé dont le savoir encyclopédique impose l'admiration. Mais tandis que « la somme des savoirs » enfle vertigineusement, l'être humain perd ce qui le liait au monde. De *L'Étranger* de Camus aux personnages de Kafka, la littérature est parcourue par la figure d'un être étranger à sa vie. Perdu dans un monde incohérent et absurde, il l'observe, le dissèque, le déconstruit et ne trouve définitivement rien qui l'y rattache. L'homme encyclopédique ne connaît pas l'expérience. Tout l'intéresse mais rien ne le concerne.

C'est ainsi que le concept d'information conduit à notre dépossession consentie du monde. Dès lors, il n'apparaît plus intolérable que d'autres voient la réalité à notre place et nous disent comment elle est : ce sont de simples techniciens qui réceptionnent et transmettent des informations. Un journaliste objectif est un intermédiaire technique. Ses opinions ne doivent pas transparaître afin de ne pas créer d'interférences entre nous et l'information. Les médias ne sont pas perçus comme des *médiateurs* entre nous et le réel, mais comme des *supports* d'informations neutres. Et pourtant, comme nous avons vu que l'« information » n'est pas un terme technique, le « média » n'est pas non plus un support technique. Les médias n'ont pas connus la révolution vécue par le christianisme avec la Réforme. Avant la protestation de Martin Luther, les prêtres étaient perçus comme les intermédiaires naturels entre les croyants et la réalité divine. Après la Réforme, il fut possible à chacun de lire et de comprendre la Bible sans qu'il soit besoin d'une autorité ecclésiastique. La presse a ramené les populations des démocraties dans une situation antérieure à la Réforme. Il n'est désormais plus possible d'avoir connaissance de la réalité sans l'aide d'un tiers. Dans l'esprit de chacun, le journaliste n'est pas celui qui fait tampon entre nous et la réalité : il est celui sans qui nous ne pourrions en avoir connaissance.

Cette situation est justifiée par la contradiction entre notre manque de temps ou de moyens et la soif de connaissance qui nous habite. Nous voudrions savoir ce qui se passe à l'autre bout du monde, mais ne disposons pas des moyens de nous y rendre, d'autant plus que beaucoup d'autres sujets nous intéressent. Mais que signifie cet « intérêt » ? L'intérêt porte sur des choses avec lesquelles nous sommes incapables d'avoir une relation : nous ne pouvons nous rendre sur place, nous n'avons pas de temps à y consacrer... Mais nous prétendons que cela influe sur notre vie, voire même que nous pouvons agir dessus. Comment cela est-il possible ? Comment pourrions-nous agir sur une chose que nous ne sommes pas mêmes capables de voir nous-mêmes et avec laquelle nous ne pouvons pas avoir de relation ? Par délégation, bien sûr. Nous confions, une nouvelle fois, le soin à d'autres d'agir à notre place. Ce ne sont plus des journalistes, dont la fonction se limite à rapporter, mais, par exemple, des politiques, des humanitaires ou des militaires. Ainsi, nous agissons par délégation sur des choses dont nous avons connaissance par des intermédiaires. On pourrait requalifier notre marge de manœuvre : nous consentons à ce qu'on agisse en notre nom d'après ce que d'autres nous ont affirmé. L'information ne produit pas l'action mais le consentement.

Les intellectuels états-uniens Noam Chomsky et Edward S. Herman ont principalement analysé la fabrique du consentement par la presse comme le résultat du système économique(*Manufacturing Consent*, Pantheon Books, 1988. Éd. française : *La Fabrique de l'opinion publique*, Le Serpent à plumes, 2003.). Or la formation du consentement, n'est pas une dérive du journalisme d'information, c'est sa fonction même. Que les journaux soient soumis à des firmes multinationales et à des annonceurs publicitaires importe peu. Conçus pour informer, ils ne peuvent pas faire autre chose que de fabriquer du consentement. Ils ont en effet constitué une démarche intellectuelle de soumission au regard d'un tiers. L'homme encyclopédique est étranger à l'action. Il est le réceptacle passif d'informations abstraites. En spectateur éduqué, il lui arrive de ne pas consentir et de *critiquer*. Critique sans portée, qui

n'a d'autre effet que de rassurer le spectateur sur lui-même. L'état de spectacle dans lequel nous nous trouvons peut alors être analysé comme une tournure d'esprit provoquée par l'idéologie de l'information.

On doit prendre conscience des implications fondamentales de la banale notion d'« information ». L'idéologie de l'information implique un état d'esprit, une manière d'être au monde : connaissance abstraite, détachée de toute relation personnelle ou collective ; réification du monde ramené à un simple objet d'étude ; gestion des choses ; gestion des êtres réduits à l'état de choses ; passivité dans l'acquisition de la connaissance ; soumission au regard d'un tiers et délégation, aussi, de la capacité d'action sur le monde ; état de spectacle ; consentement ; critique de spectateur ; passivité... La sauvegarde de l'idéologie de l'information est la méthode utilisée pour nous maintenir les citoyens à l'état de spectateurs consentant ou critiquant. Aucune lutte démocratique ne peut se faire en acceptant cette idéologie qui lui est fondamentalement opposée. Pour la démocratie, l'information - et donc la « liberté de l'information » - doit être combattue en tant qu'idéologie d'asservissement. A sa place, nous devons défendre la liberté d'expression qui implique la relation, l'action, l'engagement.

Parler du monde n'est pas un acte descriptif, c'est une action performative : on ne se contente pas de dire une chose telle qu'elle est, on la fait exister pour nous d'une manière particulière. L'information, à travers une description pseudo-scientifique, réduit le monde à une apparente objectivité. L'expression nous fait exister le monde de mille manières. La liberté d'expression ouvre sur une réalité bien plus riche, plus dense et plus complexe que celle instituée par l'idéologie de l'information. Surtout, elle nous redonne place dans le monde et rend effective notre capacité d'action.

Raphaël Meyssan

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Contrôle des médias : détruire une alternative arabe

Analyse

Dans un entretien au *Monde*, Bouthaina Shaaban, ministre syrienne des Émigrés, souligne que l'attentat qui a coûté la vie à Rafic Hariri ne touche pas seulement le Liban, il met aussi en péril la Syrie. Il donne un prétexte à ceux qui, à Washington, veulent mettre en œuvre a « théorie des dominos » et faire tomber Damas pour contrôler la région. Aussi demande-t-elle à ce que l'on distingue deux questions : d'un côté les relations syro-libanaises qui doivent être améliorées et, de l'autre, le crime qui doit être élucidé et les menaces expansionnistes qu'il alimente. Cependant, pour les meurtriers ces deux questions sont liées. Mme Shaaban ne manque pas de relever que le retard d'application des accords de Taëf ne concerne pas uniquement le retrait des troupes syriennes, mais aussi l'abandon du système des 17 communautés au profit d'un système national. C'est pourquoi les faucons, qui entendent s'appuyer sur ces communautés pour susciter des conflits internes et embrasser toute la région, bloquent cet aspect des accords.

Le parlementaire palestinien Ziad Abu Amer assure dans le *Daily Star* que ses compatriotes sont en train de montrer la voie de la démocratie au Proche-Orient. Ce faisant, il prend à son compte la doctrine israélienne selon laquelle la démocratie précédera la paix et admet que la démocratie peut, partiellement, se développer sous occupation militaire étrangère.
Toutefois commentant la conférence qui vient de s'ouvrir à Londres pour la Palestine, Karma Nabulsi, ancienne représentante de l'OLP, observe dans le *Guardian* le découragement des donateurs. Les fonds destinés au

développement de l'Autorité palestinienne ont en définitive servi à maintenir l'occupation israélienne. Le processus d'Oslo ne s'est pas heurté à l'insuffisance de démocratie de l'Autorité palestinienne, mais aux faits du terrain, c'est-à-dire à la réalité de l'occupation militaire.
À ce propos, Yossi Beilin alerte les lecteurs du *San Francisco Chronicle* sur le cataclysme en préparation en Palestine. La paix s'éloignera plus que jamais à l'issue du retrait unilatéral de Tsahal hors de Gaza si les négociations ne reprennent pas immédiatement. On ne peut en effet qu'être inquiet de la passivité de la communauté internationale en ce moment. Le « retrait » est en fait un échange unilatéral de territoires, une sorte de redéploiement pour garantir une continuité territoriale à Israël et diviser la Palestine. Il débouche sur une position beaucoup plus confortable pour Israël qui permettra au général Sharon de repousser la création d'un État palestinien aux calendes grecques.

Alors que les choix de Condoleezza Rice en matière de « diplomatie publique », c'est-à-dire de communication ou de propagande envers les opinions publiques étrangères, n'est toujours pas connue, Aaron David Miller préconise de relancer cette activité en direction de la jeunesse arabe. Sans contredire la doctrine officielle selon laquelle les Arabes ont déclenché une guerre des civilisations le 11 septembre 2001, il tente d'en relativiser les conclusions dans *Dar Al-Hayat* en assurant que la majorité des Arabes ne partage pas ce projet. Si l'on doit faire la guerre aux premiers, il est donc possible de communiquer avec les seconds. Encore faudrait-il éviter de prendre les Arabes pour des sauvages. Le journaliste Ramzy Baoud explique dans *Gulf News* le crime que les Occidentaux ne pardonnent pas à Tayseer Alouni, le journaliste vedette d'Al-Jazeera à nouveau incarcéré en Espagne. Plus encore que d'avoir révélé les horreurs de la guerre en Afghanistan et en Irak, ce qui lui est reproché est d'avoir incarné un journalisme crédible du tiers-monde. Jusqu'à présent, les intellectuels occidentaux n'éprouvaient que du mépris pour ce que pensent les Arabes. Désormais, ils doivent admettre qu'ils sont aussi capables qu'eux d'analyser et de comprendre. Jadis, on amputait l'esclave nègre qui avait appris à lire, aujourd'hui on embastille le journaliste arabe qui arrive à ce niveau d'excellence.

L'ancien Premier ministre ukrainien Pavel Lazarenko, actuellement détenu à San Francisco dans le cadre d'un détournement de fonds de 114 millions de dollars, affirme dans la *Nezavissimaïa Gazeta* qu'il est victime d'un coup monté. Des enregistrements audios, réalisés par un garde du corps de l'ancien président Leonid Kuchma, apporteraient la preuve de son innocence et celle de la culpabilité de l'ex-président dans quantité de crimes, y compris des assassinats politiques. À sa demande, le tribunal californien qui doit le juger auditionnera ces bandes que les juridictions ukrainiennes persistent à ignorer. Des propos qui interviennent alors que l'on vient de retrouver la tête du journaliste Guéorgi Gongadzé, que M. Kuchma aurait fait décapiter. Cependant, les adversaires de M. Lazarenko font valoir que le procureur général d'Ukraine a déjà établi que ces enregistrements étaient des faux et que les cris d'innoncence de l'oligarques sont démentis par les sommes saisies sur ses comptes suisses.

Enfin, la sénatrice Ludmila Narusova témoigne dans *Die Presse* du caractère profondément démocrate de Vladimir Poutine. Elle rappelle que, lors du putsch d'août 1991, il s'engagea immédiatement contre les généraux. Elle considère que ce que l'on qualifie d'autoritarisme n'est qu'un goût prononcé pour la discipline.

Au-delà du caractère purement subjectif de ce point de vue, il illustre le désarroi des responsables russes devant l'image que les Européens de l'Ouest ont de leurs dirigeants.
À l'inverse, le commentateur satirique Viktor Shenderovitch dénonce dans *Die Welt* le retour au totalitarisme. Il appelle non plus à une alternance politique, mais à un changement de régime. Cependant, il ne décrit pas ce que devrait être le nouveau régime, mais indique qui devraient être les nouveaux dirigeants : Vladimir Rykov et Gary Kasparov qui animent avec lui le Comité Free Choice 2008.

Réseau Voltaire

Bouthaina Shaaban

Ancienne porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères, Bouthaina Shaaban est ministre syrienne des Émigrés.

« Les auteurs de l'attentat contre Rafic Hariri veulent briser la relation libano-syrienne »

Source : Le Monde
Référence : « Les auteurs de l'attentat contre Rafic Hariri veulent briser la relation libano-syrienne », par Bouthaina Shaaban, *Le Monde*, 1er mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

L'assassinat de Rafic Hariri est un désastre tant pour la Syrie que pour le Liban. Ceux qui l'ont commis ont élaboré un scénario pour frapper au cœur la relation libano-syrienne. La Syrie n'ayant pas d'armes de destruction massive, il fallait trouver quelque chose d'autre pour continuer la « théorie des dominos ». Je ne dis pas que ce sont les Américains qui sont les commanditaires de l'assassinat, je n'ai pas la moindre idée de qui ça peut être, mais je constate que la Syrie est autant visée que le Liban. La relation syro-libanaise doit perdurer, elle doit s'arranger. Certes, certaines choses doivent être corrigées, mais l'intimité entre les peuples libanais et syrien, à mes yeux, est un fait.
Si l'affaire Hariri a soulevé une telle colère anti-syrienne, c'est bien la preuve que tel était l'objectif. Les accords de Taëf sont en cours d'application, mais les objectifs des assassins sont de conduire la Syrie et le Liban sur une voie totalement différente, en synchronie avec ce qui se passe en Palestine et en Irak, avec le chaos introduit dans la région, avec la différenciation entre chiites, sunnites, musulmans, chrétiens et autres Assyriens. C'est un énorme projet, qui nous vise tous.
Nous devons corriger la relation syriano-libanaise car nous avons commis des erreurs, c'est inévitable. La Syrie est déterminée à réparer ses fautes. Cette rectification suppose toutefois une intention et une volonté partagées et la foi en l'importance de cette relation. Rappelons que nous avons fortement diminué la présence militaire syrienne au Liban, mais il faut que nous nous souvenions que la sécurité syrienne est intimement liée à celle du Liban. La question de la présence militaire syrienne est soulevée par ceux qui veulent créer un problème

entre ces deux pays. Cette question peut être réglée. Mais on ne parle de Taëf qu'à propos du retrait des forces syriennes, alors que ces accords prévoit la fin de la structure confessionnelle du pouvoir au Liban et insistent sur l'arabité de ce pays. Je ne pense pas que ceux qui complotent aujourd'hui contre le Liban et la Syrie approuvent l'arabité de ces deux pays, pas plus qu'en Palestine et en Irak.

Israël pratique le chantage politique quand il nous accuse d'être responsables de l'attentat de vendredi à Tel-Aviv. La Syrie n'est pas en mesure d'exécuter quoi que ce soit à l'intérieur des territoires occupés et en Israël, elle condamne de tels actes et elle appelle à la paix. Ariel Sharon a menacé de frapper la Syrie. Il s'agit de la tactique israélienne habituelle : couvrir son refus d'appliquer les engagements, si petits soient-ils, pris envers les Palestiniens, par des actes ou des déclarations qui servent ses objectifs politiques et son expansionnisme. Au moment même de l'attentat, Israël annonçait la construction de 6 000 unités d'habitation en Cisjordanie. Je condamne les actes qui visent des civils, mais il ne faut pas oublier pour autant les morts de Palestiniens.

Ziad Abu Amer

Ancien ministre de la Culture de l'Autorité palestinienne, Ziad Abu Amer est membre du Conseil législatif palestinien.

« Les Palestiniens vont peut-être installer une nouvelle démocratie au Proche-Orient »

Source : Daily Star
Référence : « Palestinians may be establishing another Mideast democracy », par Ziad Abu Amer, *Daily Star*, 28 février 2005.

En mettant en place des élections démocratiques au niveau local, parlementaire et présidentiel, les Palestiniens posent les fondations d'une nouvelle démocratie fonctionnelle au Proche-Orient. Lors des élections présidentielles de janvier, aucun candidat ne tenait la victoire pour acquise. Mahmoud Abbas n'a gagné l'élection qu'avec 62 % des voix et l'investiture a été retardée de plusieurs jours pour qu'un tribunal puisse s'assurer que tout s'était déroulé selon les règles. Outre cette élection, le premier tour des élections municipales a démontré la nature pluraliste de la politique palestinienne. Aujourd'hui, le conseil législatif palestinien travaille à une nouvelle loi électorale fondée sur un mélange de proportionnelle et de vote par circonscription.

Cet exemple démocratique est une mauvaise nouvelle pour les régimes arabes habitués à organiser des referendums présidentiels gagnés avec des résultats entre 90 et 100 % des voix. Toutefois, pour que cet exemple s'impose, il faut que les Palestiniens surmontent de nombreux obstacles, au premier rang desquels on trouve l'occupation israélienne. Il ne peut y avoir de vraie démocratie sous occupation étrangère. Il faut mettre en place la « feuille de route » pour mettre fin à l'occupation et construire un État indépendant, comme George W. Bush l'a appelé de ses vœux en mai 2002.

Il est également nécessaire de mettre en place une vraie réforme de l'Autorité Palestinienne qui passe par des élections régulières pour développer la

responsabilité des dirigeants devant le peuple et ainsi diminuer la corruption. Il faut également développer la séparation des pouvoirs. Il faut que la communauté internationale donne à Mahmoud Abbas les moyens de combattre la violence et de poursuivre la démocratisation.

Karma Nabulsi

Karma Nabulsi est chercheuse au Nuffield College d'Oxford. Elle est ancienne représentante de l'OLP et elle a participé aux négociations de paix de 1991-1993.

« Faire face aux faits sur le terrain »

Source : The Guardian
Référence : « Face up to the facts on the ground », par Karma Nabulsi, *The Guardian*, 1er mars 2005.

Au lieu de renforcer un vrai processus de paix, la conférence de Londres d'aujourd'hui pourrait faire empirer les choses. Les « donateurs » internationaux qui vont se rassembler ont une expression pour résumer les causes du désastre qu'a été la tentative de création d'un État palestinien lors du processus d'Oslo : les « faits du terrain ». C'est un euphémisme pour désigner l'occupation israélienne qui a détruit toute possibilité d'une solution des deux États. Les donateurs européens ont vu les faits sur le terrain transformer leurs dons pour l'indépendance palestinienne en une contribution à l'occupation. Ils en ont conscience, mais ne savent pas comment s'en sortir ou bien, comme la Grande-Bretagne, ils ont fini par s'aligner sur les positions états-uniennes et israéliennes.

Faute de s'attaquer aux « faits du terrain », les donateurs perpétuent le désastre politique. La conférence de Londres est pourtant fondée sur le principe que c'est le manque de culture démocratique palestinienne qui entrave le processus de paix et que l'Occident doit mettre en place un système de contrôle de l'Autorité palestinienne, jugé entièrement responsable de la violence.

On pourrait conclure qu'il vaudrait mieux ne rien faire plutôt que d'aider la politique israélienne lors de cette conférence, mais en réalité, les leçons de bonne gouvernance peuvent être les bienvenues car cela finira par démontrer qu'il y a bien une absence de partenaire pour la paix, mais que le siège vide est celui d'Israël. Rappelons qu'Israël a affirmé que l'Autorité palestinienne avait violé le cessez-le-feu avec l'attentat de vendredi à Tel-Aviv alors que depuis la signature de cet accord, Israël a tué 25 Palestiniens. Les règles de bonne gouvernance devront être appliquées à Israël. Pour restaurer la « bonne gouvernance » dans la région, les donateurs internationaux doivent écouter les propositions palestiniennes.

Yossi Beilin

Yossi Beilin est ancien ministre de la justice israélien et l'un des principaux négociateurs des accords de Genève. Dissident du parti travailliste israélien, il est président du parti Yahad.

« Faire la paix dans un monde dangereux en évitant une collision sur la route vers la paix »

Source : San Francisco Chronicles
Référence : « Peacemaking in a Dangerous World Preventing a collision on the road to peace », par Yossi Beilin, *San Francisco Chronicle*, 27 février 2005

Le retrait de Gaza occupe une place centrale dans le débat politique en Israël. Le monde aussi a pris conscience de l'importance de ce développement après la mort de Yasser Arafat. Aujourd'hui, beaucoup estiment que si Ariel Sharon est prêt à se retirer, il faut l'aider à le faire.

Il y a quelques semaines, mon parti, le Yahad, a voté en faveur du gouvernement Sharon contre l'extrême droite qui voulait faire échouer le projet de retrait de Gaza. Nous pensons cependant que ceux qui croient que le retrait de 6,14 % des territoires occupés va lancer une dynamique qui va conduire à la paix commettent une grave erreur. En effet, Ariel Sharon et Mahmoud Abbas ne parviendront jamais à se mettre d'accord après ce retrait. Le Premier ministre israélien va vouloir mettre en place un accord intérimaire, sans échéance et qu'il fera durer longtemps. Abbas le sait et c'est pourquoi il refuser tout accord temporaire. On court donc vers une crise. Le prochain défi pour les États-Unis est donc de réconcilier les points de vue d'Abbas et de Sharon.

Il faut réécrire la « feuille de route » pour y intégrer le retrait de Gaza et fixer des échéances datées précisément. Le monde ne peut plus ignorer qu'on va vers un affrontement après le retrait de Gaza si on n'y prend garde.

Ramzy Baroud

Ramzy Baroud est journaliste arabo-états-unien et rédacteur en chef du site PalestineChronicle.com. Il est directeur des études et des recherches sur Aljazeera.net

« Alouni faisait juste son travail »

Source : Gulf News
Référence : « Alouni was just doing his job », par Ramzy Baroud, *Gulf News*, 1er mars 2005.

Le correspondant d'Al Jazeera Tayseer Alouni est dans une prison madrilène car il a défié la façon occidentale, et plus précisément états-unienne, de dépeindre le tiers-monde. Alouni n'est pas un terroriste et le juge Garzon le sait très bien. D'ailleurs, il a été arrêté une première fois en septembre 2003 avant que cette accusation ne soit constituée grâce à l'influence états-unienne et israélienne. Le vrai crime d'Alouni est sa contribution au journalisme pendant la guerre contre l'Afghanistan puis l'invasion, une contribution qui allait à l'encontre de la fable qu'on a voulu nous faire avaler. Il nous décrivait l'horreur

de la guerre et des bombardements, images à l'appui, ruinant celle d'une « libération » du pays.
Pour Washington, il a commis deux erreurs. La première, la plus évidente, est qu'il a montré que les États-Unis mentaient en présentant une guerre propre. La seconde erreur est moins évidente, mais elle n'est pas moins grave : Alouni montrait que les Arabes avaient une autre conception du monde mais, surtout, que cette conception était pertinente. Or, pour beaucoup d'intellectuels occidentaux et d'orientalistes on ne peut pas faire confiance aux Arabes. Les tragédies ne sont pas égales selon que les victimes sont occidentales ou arabes (le traitement de la bataille de Falloudja est à ce titre éclairante). Le pire dans cette histoire est que la conception occidentale gagne du terrain dans le monde arabe, suivant ainsi un phénomène d'endoctrinement que les pays du tiers monde colonisé connaissent bien.
Les médias occidentaux ont dépeint Al Jazeera comme une « CNN arabe » car ils ont cru qu'il s'agissait d'une chaîne conformiste, mais cela a changé avec la Guerre d'Afghanistan quand Al Jazeera et Alouni ont violé la règle tacite qui veut que le dominé se conforme à la vision du monde du dominant et ne remette pas en cause ce discours devant le monde arabo-musulman et le monde occidental. Jamais encore auparavant un homme arabe n'avait pu quotidiennement déconstruire la réalité de la guerre états-unienne et présenter les atrocités commises. C'est pour cela qu'Alouni est en prison sur la base d'un dossier construit par différents services de renseignement occidentaux.
Nous devons nous battre pour sa libération.

Aaron David Miller

Ancien haut fonctionnaire du département d'État spécialisé dans les affaires israélo-arabes, Aaron David Miller est président de Seeds of Peace.

« Gagner les cœurs et les esprits »

Source : Dar Al-Hayat
Référence : « Winning Hearts and Minds », par Aaron David Miller, *Dar Al-Hayat*, 27 février 2005.

Les responsables de la politique étrangère états-unienne devraient se souvenir qu'il est important d'isoler ceux qui les détestent de ceux qui ne se sont pas encore fait d'opinion sur leur politique. Cela est particulièrement vrai dans le monde arabo-musulman où certains sont opposés aux États-Unis quoi qu'ils fassent, mais où la majorité de la population n'a pas d'avis aussi tranché sur la politique de Washington. Malheureusement, la conquête de l'opinion n'a pas été la priorité de la première administration Bush.
Durant les années 90, les experts de la politique étrangère et de la sécurité nationale se sont demandés quel serait le nouveau paradigme de la politique étrangère états-unienne après la Guerre froide. Tragiquement, la réponse s'est imposée le 11 septembre 2001. Les relations avec le monde arabo-musulman sont devenues notre principal défi. La région a vu se développer des idéologies et des groupes hostiles aux États-Unis en plus de la prolifération des armes de destruction massive. Cela met notre nation plus en danger qu'à tout autre moment de son Histoire.
Il y a deux façons de faire face à ce défi. La première est une guerre des

civilisations, une guerre voulue par une partie des Arabes et des musulmans. Face à ce groupe, aucune politique de diplomatie publique ne fonctionnera et il faut utiliser notre puissance militaire. L'autre façon d'envisager le problème est un conflit d'intérêt, pas de civilisation, sur lequel on peut discuter. Certains analystes rejettent cette deuxième option en se fondant sur les actions de cette minorité qui ne changera jamais d'opinion sur nous. Ils ont raison, cette minorité existe, mais ce n'est pas une raison pour abandonner toute politique de diplomatie publique en direction de la majorité.
Pour mettre au point cette politique, nous devons adapter notre façon de penser à celle de nos adversaire et ne plus penser en terme d'administration, mais de génération, comme unité de mesure du temps. Il faut nommer un haut responsable chargé de notre image à l'étranger, centrer notre communication sur la jeunesse et changer notre politique israélo-arabe pour gagner l'adhésion de la majorité.

Pavel Lazarenko

Pavel Lazarenko est ancien Premier ministre ukrainien (1996-1997) et ancien gouverneur à poigne de Dniépropétrovsk. Il fut un proche du président ukrainien Leonid Kuchma. Quand il occupait ces postes il s'est employé à détourner des sommes d'argent colossales vers des sociétés offshore et des comptes en banque suisses. Arrêté d'abord à Bâle, en 1998, avec un passeport panaméen, il est aujourd'hui détenu dans une prison de San Francisco, pour le blanchiment de 114 millions de dollars. Lorsqu'il était au pouvoir, Pavel Lazarenko a confié à Yuliya Tymoshenko la direction de la compagnie de distribution de gaz qu'il a créée, SEU (Système énergétique unifié), poste grâce auquel elle a pu

« Kuchma a eu peur de ma déposition »

Source : Nezavissimaïa Gazeta
Référence : « ••••• ••••••••• •••• ••••••••• », par Pavel Lazarenko, *Nezavissimaïa Gazeta*, 1er Mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

L'enquête à mon sujet et l'éventuel début d'une affaire Kuchma sont deux choses différentes. Le tribunal de Californie a décidé de procéder à l'audition des enregistrements réalisés dans le bureau de Kuchma par son ancien garde du corps, Nicolas Melnitchenko. Mes avocats ont saisi cette occasion car ils pensent que cela pourrait apporter la preuve que le dossier Lazarenko a été fabriqué de toutes pièces. Il n'est pas impossible que ces cassettes provoquent l'ouverture d'une enquête sur Kuchma aux États-Unis, de nombreuses personnes sont passées dans son bureau et cela pourrait intéresser les Américains...
Le 15 février, je me suis adressé au parquet ukrainien pour que les personnes qui ont colporté des mensonges à mon sujet s'excusent publiquement. Je ne demande aucune compensation financière, juste des excuses. Les dommages moraux subis s'élèvent à 1 million de $, or ce sont les organes du pouvoir qui les ont causés. Je ne veux pas que ce soit les citoyens ukrainiens qui payent cette dette comme le prévoit le Code civil, je veux que ceux qui m'ont chassé de ma patrie reconnaissent qu'ils ont menti et commis eux-mêmes les délits. Kuchma et son entourage ont d'abord affirmé que j'avais volé l'argent de l'État, puis que j'étais l'instigateur d'assassinats politiques retentissants et ensuite que j'orchestrais des manœuvres anti-présidentielles à partir des États-Unis à l'aide de quelconques avoirs financiers en Ukraine. Je ne me suis pas enfui secrètement du pays. C'est un mensonge de dire que Kuchma n'était pas au courant, c'est lui qui l'a permis, ensuite il a eu peur de mon témoignage et a exigé mon extradition vers l'Ukraine. On m'a aussi parlé de projet d'assassinat me visant.

faire fortune. Lors des dernières élections, il a soutenu Viktor Yushchenko.

Nous sommes en mesure de prouver que le parquet ukrainien a dissimulé des pièces qui prouvaient mon innocence et que les preuves contre moi ont été fabriquées sur commande. Je n'ai plus de contacts avec Yuliya Tymoshenko, mais je suis heureux qu'elle ait réussi. La volonté de sortir l'économie de l'ombre est menacée par une guerre des corrompus contre le nouveau gouvernement. J'ai entendu dire qu'on y a interdit de parler de re-privatisation ou de nationalisation, cette querelle sur les mots ne changera rien au fait que les biens stratégiques de l'État ont été détruits et que Kuchma devra en répondre personnellement. J'envisagerai les modalités de mon retour prochain en politique au sein du parti Gromada.

Ludmila Narusova

Veuve de l'ancien maire de Saint-Petersbourg Anatoly Sobtchak, Ludmila Narusova est sénatrice au Conseil de la Fédération de Russie où elle représente la République de Tuva

« Poutine est sans aucun doute un démocrate »

Source : Die Presse
Référence : « Putin ist ganz sicher Demokrat », par Ludmila Narusowa, *Die Presse*, 26 Février 2005. Ce texte st adapté d'une interview. Ce texte est également disponible en russe ici.

La Russie se trouve en pleine guerre contre le terrorisme et cela nécessite une discipline ferme, ça n'a rien à voir avec de l'autoritarisme ou du totalitarisme. Poutine est sans aucun doute un démocrate, il est aussi un grand patriote russe et a un goût prononcé pour la discipline. Je le connais depuis longtemps puisqu'il était l'un des collaborateurs de mon mari quand celui-ci était maire de Saint-Petersbourg dans les années 90. Un seul exemple, en août 91, Vladimir Poutine, alors membre du KGB, était en vacances en famille à Kaliningrad. Le meneur du putsch à Moscou était le chef du KGB Vladimir Krioutchkov. Poutine a immédiatement interrompu ses vacances et est venu se ranger aux côtés de mon mari à Saint Petersbourg, contre les putschistes, c'est très révélateur de sa personnalité selon moi.
Les contestations récentes en Russie étaient un message adressé au président. Il a réagit immédiatement ppour faire modifier la loi qui posait problème à une partie de la population. Ce sont des faits qui prouvent pour moi que la démocratie fonctionne en Russie. La mentalité de la population la plus âgée est cependant emprunte de soviétisme, elle s'est habituée aux privilèges accordés par l'État soviétique. Aujourd'hui, le système des avantages sociaux doit être adapté aux conditions d'une économie de marché moderne. L'opposition a instrumentalisé sans scrupule les manifestations de retraités et je trouve cela immoral.

Viktor Shenderovitch

Écrivain et commentateur politique, Viktor Shenderovitch est devenu célèbre en 95 pour son programme télévisé Kukly, les guignols russes. Il est membre du Comité free Choice 2008 de Gary Kasparov.

« Le Parlement est étouffé en Russie »

Source : Die Welt
Référence : « In Rußland wird das Parlament unterdrückt », par Viktor Shenderovitch, *Die Welt*, 26 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview. Ce texte est également disponible en russe ici.

La vague de protestations actuelle en Russie est le signe d'un changement de pouvoir, même si ce n'est pas pour tout de suite. Il y a peu, on pensait que le règne de Vladimir Poutine durerait un siècle. Tant que les cours du pétrole sont hauts il ne craint rien, mais la corruption du pouvoir et son manque d'efficacité ont réussi à lui faire perdre sa popularité. L'absence de talent est aussi un talent. La corruption est devenue une règle sous Poutine, et même le fruit de sa politique. Cela pousse les gens dans la rue.

Le comité 2008 n'a pas beaucoup avancé, nous avons passé une année à recoller les morceaux de l'alliance Iabloko-SPS (le parti de Grigori Iavlinski et l'Union des forces de droite). Nous devons créer un parti qui se bat non pas pour un retour au parlement, mais pour le retour de la Russie sur le chemin de la démocratie. Les distinctions entre droite et gauche n'ont plus d'importance. Pour ce qui est des communistes, ils forment un bon parti d'opposition, mais leur place n'est pas au pouvoir, on a déjà donné. Nous sommes prêts à faire la course avec eux, mais il faut d'abord nettoyer le stade. Quand nous aurons chassé les bandits, alors le peuple décidera comment il veut vivre.

Dans la forme, la Russie est une démocratie, mais en réalité, il n'y a pas de séparation des pouvoirs. Le Parlement est entièrement sous contrôle et la justice presque totalement. Parmi les médias fédéraux, il n'y a que les journaux papier d'opposition. La faculté qu'a l'Occident de ne pas remarquer cela est époustouflante. Je voudrais juste rappeler le flirt des politiciens occidentaux avec Hitler et Staline, on ne s'allie avec des bandits que pendant le temps où ils ont besoin de vous. Ces bandits, Poutine et son administration, seraient déjà sur le banc des accusés dans un pays où la justice est indépendante. Nous le constatons en province où notre auditoire grandit. Le nez de la nomenklatura et des banquiers est l'instrument le plus sensible du monde. Ils sentent la pourriture du régime.

La Russie a une expérience millénaire de l'esclavage et du totalitarisme, c'est son modèle de gouvernance. L'Union Soviétique n'en était que l'une des formes. Le retard sur l'Europe est grand, mais la révolution de l'information porte ses fruits. Il n'y a rien de plus durable que le caractère provisoire dont parle Poutine au sujet de ses restrictions des libertés. Nous avons quelques figures potentiellement intéressantes pour prendre la relève, Vladimir Ryjkov ou Gary Kasparov. Nous avons été l'objet de pressions des services secrets dès le lancement de notre mouvement. On essaye de nous discréditer, en racontant par exemple que je vis en Allemagne et que je perçois 35 000 $ par mois de Vladimir Goussinsky pour écrire du mal sur Poutine.